



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU 1^{ER} AU 7 FÉVRIER 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 1^{er} – 7 février 2022

Politiques économiques

Deux projets sur le contenu audiovisuel inscrits à l'ordre du jour parlementaire

Quelques jours après la rentrée parlementaire (31 janvier), le gouvernement entend faire avancer deux projets de loi stratégiques dans le secteur de l'audiovisuel et des médias. Le premier vise à obliger les grandes multinationales du numérique (Google, Facebook, etc.) à compenser les médias canadiens lorsque le contenu en ligne de ceux-ci sont repris et réutilisés par les plateformes. Le second projet, qui entend établir un cadre réglementaire pour contraindre les fournisseurs de contenu à contribuer au contenu canadien, avait quant à lui déjà généré de vifs débats au cours de l'année 2021 – sous le nom de projet de loi C-10.

Le gouvernement fédéral conclut un accord avec la province du Manitoba pour le système de garde d'enfants

La mise en œuvre d'un système de garde d'enfants garantissant des places en crèche à 10 CAD par jour était l'un des engagements de Justin Trudeau à l'occasion des dernières élections fédérales. Le 3 février, le Premier ministre a annoncé la conclusion d'une entente avec la province du Manitoba visant à réduire le coût des places en crèche de moitié d'ici la fin de l'année, avec à la clé 23 000 places en crèche d'ici 2026. Pour rappel, 11 des 13 Provinces et Territoires ont désormais un accord avec le

gouvernement fédéral – seuls le Québec (qui dispose de son propre système) et l'Ontario restent à ce jour en-dehors du système de coopération voulu par le gouvernement fédéral.

Le Québec abandonne l'idée de taxer les personnes non-vaccinées

Après avoir laissé entendre au début du mois de janvier qu'une « contribution santé » pourrait être imposée aux personnes non-vaccinées, le Premier ministre de la province François Legault a annoncé que ce projet allait être abandonné, soulignant qu'il était venu « diviser les Québécois ». Le Premier ministre québécois a également précisé, à l'occasion d'une conférence de presse avec le ministre de la Santé Christian Dubé, que les salles de sport et les spas seraient rouverts à compter du 14 février.

Face au projet de loi porté par le gouvernement provincial, l'industrie gazière québécoise réclame une compensation de 500 M CAD

Fin 2021, le gouvernement Legault avait annoncé son intention de faire cesser l'exploration et la production d'hydrocarbures sur le territoire provincial, en vue de réduire les émissions de GES et de respecter l'engagement de la province d'une économie neutre en carbone d'ici 2050. Les acteurs de l'industrie gazière, mobilisés autour de l'Association de l'énergie du Québec (AEQ), estiment que le manque à gagner direct pour les industriels serait d'au moins 500 M CAD, tout en précisant qu'il ne s'agissait que d'une première estimation. Le Premier ministre Legault avait quant à lui fait savoir en décembre dernier que le gouvernement souhaitait qu'il y ait « le moins possible de compensations » pour l'industrie.

Les Etats-Unis annoncent une baisse de l'augmentation des droits de douane imposés sur le bois canadien

Le Département du Commerce américain a annoncé la baisse des droits de douane imposés sur les exportations de bois canadien, qui passeront de 17,91% à 11,64% à compter de l'automne prochain. L'un des principaux producteurs de Colombie-Britannique, West Fraser Timber, ne bénéficierait toutefois pas de cette baisse de droits de douane. La ministre du Commerce International, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique Mary Ng a toutefois regretté la persistance de « *tarifs injustifiés* », qui constituent selon elle « *une taxe sur le consommateur américain* ».

Le secteur du cannabis a contribué au PIB canadien à hauteur de 43,5 Md CAD depuis la légalisation

Selon les conclusions d'un rapport publié par le cabinet d'audit et de conseil Deloitte, l'industrie du cannabis aurait contribué à hauteur de 43,5 Md CAD (30,3 Md €) au PIB canadien depuis sa légalisation, en octobre 2018. Du point de vue de l'emploi, le rapport estime que l'industrie est responsable de la création de près de 150 000 emplois, tandis que les retombées fiscales sont significatives, tant à l'échelle fédérale (15 Md CAD) que provinciale (3 Md CAD en Ontario, le principal marché). Le rapport précise enfin que l'arrivée à maturité de ce nouveau marché, encore en consolidation, devrait garantir les perspectives de croissance et les futurs retours sur investissement.

Entreprises

Airbus et le gouvernement du Québec annoncent un investissement de 1,2 Md CAD

Le gouvernement provincial et le groupe aéronautique français, comme co-actionnaires du programme A220, ont annoncé un investissement conjoint d'environ 1,2 Md CAD (820 M €) à destination de ce programme. L'investissement se décompose en 300 M CAD (205 M €) du gouvernement du Québec et près de 900 M CAD

(615 M €) apportés par le groupe Airbus. Le gouvernement québécois, qui a rendu public ce nouvel investissement, estime que l'investissement permettra de maintenir 2 500 emplois qualifiés dans le secteur aéronautique québécois.

BlackBerry annonce la vente de certains brevets pour 600 M CAD, un accord scruté par Ottawa

L'entreprise de téléphonie mobile, acteur majeur du marché mondial depuis le début des années 2000 mais désormais en retrait face à ses concurrents américains et asiatiques, a annoncé la vente de nombreux brevets (notamment liés aux technologies de téléphonie mobile) à l'entreprise américaine Catapult Inc., pour un montant estimé à 600 M CAD (418,4 M €). Le ministre de l'Industrie François-Philippe Champagne a quant à lui fait savoir que cette transaction serait examinée par le gouvernement fédéral au titre de l'*Investment Act Canada*, afin de déterminer si la transaction ne mettrait pas en péril la sécurité nationale.

Rogers lève 750 M USD en prévision de l'acquisition de Shaw Communications

Le principal opérateur pancanadien de téléphonie mobile a annoncé une levée de fonds de 750 M USD (656,8 M €). La compagnie torontoise avait toutefois pour ambition de lever 1,5 Md USD (1,31 Md €) afin de partiellement rembourser sa dette en prévision de l'acquisition de Shaw Communications, pour un montant estimé à 26 Md CAD (17,8 Md €).

Hydro-Québec signe un accord avec Brookfield Renewables pour les 40 prochaines années

Le principal producteur d'électricité québécois a annoncé la conclusion d'un accord avec Evolgen, une filiale de la société torontoise Brookfield Renewables Partners. Hydro-Québec exploitera les infrastructures du site de La Lièvre, situé le long de la rivière des Outaouais, à une trentaine de kilomètres d'Ottawa. Ces installations doivent permettre une production annuelle d'environ 1,5 TWh, soit l'approvisionnement nécessaire pour 90 000 foyers.

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada Mark Carney rejoint le cabinet londonien Macro Advisory Partners

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada – et de la Banque centrale britannique – a annoncé avoir rejoint le cabinet d'expertise économique Macro Advisory Partners, implanté à Londres, au poste de « conseiller senior ». Mark Carney viendra en appui du cabinet londonien sur les sujets macroéconomiques, financiers et géostratégiques.

Le constructeur BRP annonce l'installation d'un studio de design à Sophia-Antipolis

L'entreprise de transport, spécialisée dans la construction de motoneiges, hors-bord ou encore de moteurs pour avions, et implantée à Valcourt (Québec), a annoncé l'ouverture d'un nouveau studio de design au sein du technopôle de Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes). BRP entend s'appuyer sur le développement de ce nouveau studio pour renforcer les liens avec certains de ses partenaires européens, tels que Rotax ou Lynx.